WWDR 2024

L'Ã©dition 2024 du Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau (WWDR 2024) se concentre sur les crises de l'eau qui menacent la paix mondiale. Pour prÃ©server la paix, les Ã‰tats doivent renforcer la coopÃ©ration internationale et les accords transfrontaliers.Â Â

Titre
WWDR 2024Â

Rapport mondial des Nations unies 2024 sur la mise en valeur des ressources en eau

Ã‰diteurs
UNESCO

pour le compte de

UN Water

sous la coordination deÂ Richard Connor

ISBN
978-92-3-200305-8

Pages
196

Sortie
2024

TÃ©lÃ©chargement

Rapport

+Â Faits & chiffres

+ Exemples d'actions

UN Water / UNESCO

L'Eau pour la prospÃ©ritÃ© et la paix

Â

Ã€ mesure que le stress hydrique augmente, les risques de conflits locaux ou rÃ©gionaux augmentent Ã©galement. Si nous voulons prÃ©server la paix, nous devons non seulement mieux prÃ©server les ressources en eau mais aussi renforcer au plus vite la coopÃ©ration rÃ©gionale et mondiale dans ce domaine.

Audrey Azoulay

directrice gÃ©nÃ©rale de l'UNESCO

Â

L'eau, lorsqu'elle est gÃ©rÃ©e de maniÃ¨re durable et Ã©quitable, peut Ãªtre une source de paix et de prospÃ©ritÃ©. C'est auss l'Ã©lÃ©ment vital de l'agriculture, le principal moteur socio-Ã©conomique pour des milliards de personnes.

Alvaro Lario

prÃ©sident du Fonds international de dÃ©veloppement agricole (FIDA) et prÃ©sident d'ONU-EauÂ

Â

Selon le nouveau rapport, publiÃ© par l'UNESCO pour le compte d'ONU-Eau, 2,2 milliards de personnes n'ont toujours pas accÃ¨s Ã des services d'eau potable gÃ©rÃ©s de maniÃ¨re sÃ»re. Ce chiffre atteint 3,5 milliards de personnes s'agissant de l'accÃ¨s aux services d'assainissement. L'objectif des Nations unies de garantir cet accÃ¨s Ã tous d'ici 2030 est donc trÃ¨s loin d'Ãªtre atteint. Il est mÃªme Ã craindre que les inÃ©galitÃ©s continuent de s'accroÃ®tre dans ce domaine. En effet, entre 2002 et 2021, les sÃ©cheresses ont touchÃ© plus de 1,4 milliard de personnes. En 2022, environ la moitiÃ© de la population mondiale a connu une grave pÃ©nurie d'eau pendant au moins une partie de l'annÃ©e et un quart a Ã©tÃ© confrontÃ© Ã des niveaux "extrÃªmement Ã©levÃ©s" de stress hydrique, utilisant plus de 80 % de son approvisionnement annuel total en eau douce renouvelable. Le dÃ©rÃ¨glement climatique menace d'augmenter encore la frÃ©quence et la gravitÃ© de ces phÃ©nomÃ¨nes avec des risques accrus sur la paix sociale.Â

Les filles et les femmes sont les premiÃ¨res victimes du manque d'eau

La premiÃ¨re consÃ©quence est la dÃ©tÃ©rioration des conditions de vie des populations, avec une hausse de l'insÃ©curitÃ© alimentaire et des risques sanitaires. La raretÃ© de l'eau a Ã©galement un impact sur le dÃ©veloppement social, en particulier sur les filles et les femmes. Dans de nombreuses zones rurales, elles sont en premiÃ¨re ligne pour la collecte de l'eau, consacrant jusqu'Ã plusieurs heures par jour Ã cette tÃ¢che. La rÃ©duction de l'approvisionnement en eau exacerbe ce fardeau, compromettant alors leur accÃ¨s Ã l'Ã©ducation, leur participation Ã la vie Ã©conomique et leur sÃ©curitÃ©. Cela peu notamment contribuer Ã un taux d'abandon scolaire plus Ã©levÃ© chez les filles que chez les garÃ§ons.Â

Les pÃ©nuries d'eau sont Ã©galement un facteur important de migrations. Or, ces dÃ©placements de populations peuvent contribuer Ã leur tour Ã l'insÃ©curitÃ© hydrique dans les zones d'accueil, en exerÃ§ant une pression supplÃ©mentaire sur les systÃ¨mes et les ressources en eau, alimentant alors de nouvelles tensions sociales. Une Ã©valuation conduite en Somalie a par exemple fait Ã©tat d'une augmentation de 200 % des violences sexistes contre des personnes dÃ©placÃ©es.Â

Â

Un besoin urgent d'accords transfrontaliers

La raretÃ© de l'eau peut aussi augmenter le risque de conflits. Dans la rÃ©gion du Sahel, la dÃ©gradation des zones humides - souvent due Ã des projets inadaptÃ©s d'amÃ©nagement de l'eau - a exacerbÃ© les tensions concernant l'accÃ¨s Ã l'eau et aux terres cultivables, dÃ©clenchant des troubles locaux.Â

Alors que 40 % de la population mondiale vit dans des bassins fluviaux et lacustres transfrontaliers, seul 1 pays sur 5 a conclu des accords couvrant l'ensemble de ses eaux transfrontaliÃ¨res en vue de gÃ©rer cette ressource de faÃ§on partagÃ©e. De nombreux bassins transfrontaliers sont dÃ©jÃ situÃ©s dans des zones marquÃ©es par des tensions interÃ©tatiques actuelles ou passÃ©es. Dans la rÃ©gion arabe, sept pays Ã©taient en conflit en 2021, parfois de longue date, avec de vastes implications pour l'approvisionnement en eau, les infrastructures et la coopÃ©ration potentielle sur les questions liÃ©es Ã l'eau.Â

L'Afrique demeure la plus exposÃ©e aux tensions interÃ©tatiques liÃ©es Ã l'eau : 19 Ã‰tats sur 22 Ã©tudiÃ©s souffrent d'une pÃ©nurie d'eau, alors mÃªme que deux tiers des ressources en eau douce sont transfrontaliÃ¨res. Or, sur les 106 aquifÃ¨res transfrontaliers cartographiÃ©s en Afrique, seuls 7 d'entre eux font Ã ce jour l'objet d'une coopÃ©ration formalisÃ©e entre pays.Â

Des progrÃ¨s concrets dans la coopÃ©ration dans plusieurs rÃ©gions

Dans ce contexte, la coopÃ©ration transfrontaliÃ¨re pour la gestion de l'eau apparaÃ®t comme un levier puissant de maintien de la paix. En crÃ©ant les conditions d'un dialogue rÃ©gulier entre toutes les parties et en instaurant les cadres juridiques appropriÃ©s, elle est en capacitÃ© de rÃ©soudre la plupart des diffÃ©rends relatifs Ã l'eau, et donc de prÃ©venir l'apparition ou l'exacerbation de conflits Ã plus grande Ã©chelle.

L'Accord-cadre pour le bassin de la Save, signÃ© en 2002 par la Bosnie-HerzÃ©govine, la Croatie, la Serbie et la SlovÃ©nie, fut le premier accord multilatÃ©ral axÃ© sur le dÃ©veloppement en Europe du Sud-Est. Il a jetÃ© avec succÃ¨s les bases d'une gestion durable de la ressource en eau. Deux dÃ©cennies aprÃ¨s sa signature, il apparaÃ®t comme un Ã©lÃ©ment-clÃ© de la stabilitÃ© rÃ©gionale et est une source de bonnes pratiques pouvant inspirer d'autres rÃ©gions du monde.

Alors que le lac Tchad a diminuÃ© de 90 % en 60 ans, gÃ©nÃ©rant de nombreux dÃ©fis Ã©conomiques et sÃ©curitaires dans rÃ©gion, le Cameroun, le Tchad, la RÃ©publique centrafricaine, la Libye, le Niger et le Nigeria ont rÃ©ussi ces derniÃ¨res annÃ©es Ã donner un nouvel Ã©lan Ã la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT). Celle-ci a vu son mandat Ã©largi pour Ã la fois assurer une utilisation efficace des eaux, coordonner le dÃ©veloppement local et prÃ©venir les tensions pouvant survenir entre les pays et les communautÃ©s locales. Elle est aujourd'hui l'institution la mieux Ã mÃªme de rÃ©pondre aux besoins spÃ©cifiques du bassin, y compris les questions de dÃ©veloppement socio-Ã©conomique et de sÃ©curitÃ©.

Ces deux exemples soulignent que, y compris dans des situations complexes, les Ã‰tats sont en mesure de s'engager dans des politiques d'accÃ¨s Ã l'eau et de gestion partagÃ©e de cette ressource Ã la fois justes et Ã©quitables grÃ¢ce Ã la coopÃ©ration internationale et au soutien du systÃ¨me des Nations unies.Â

Au sommaire de ce rapportÂ : L'Ã©tat des ressources en eau douce dans le monde - Les progrÃ¨s accomplis dans la rÃ©alisation de l'ODD-6 - L'eau et la prospÃ©ritÃ© - L'eau et la paix - S'adapter Ã plus de complexitÃ© et de changement - Agriculture et dÃ©veloppement ruralÂ - Ã‰tablissements humains : les services WASH, la rÃ©duction des risques de catastrophes et les migrationsÂ - Industrie - Ã‰nergie - Environnement - CoopÃ©ration transfrontaliÃ¨re - Perspectives rÃ©gionales - Gouvernance - Science, technologie et information - Ã‰ducation et renforcement des capacitÃ©s - Financer la sÃ©curitÃ© hydrique et attÃ©nuer les risques financiersÂ - Le paradoxe entre eau et prospÃ©ritÃ© ; L'eau, catalyseur de paix o vÃ©hicule de conflit ? Ã‰volutions mondiales, menaces et possibilitÃ©s.

Â